

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 14 janvier 2009

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Effet de l'infrastructure publique sur la productivité, 1962 à 2006	2
De 1962 à 2006, environ la moitié de toute la progression de la productivité multifactorielle du secteur privé a été attribuable à la croissance de l'infrastructure publique.	
Mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles, 2007	4
Bilan du secteur agricole, 31 décembre 2007	4

Nouveaux produits	6
--------------------------	---



Communiqués

Étude : Effet de l'infrastructure publique sur la productivité

1962 à 2006

De 1962 à 2006, environ la moitié de toute la progression de la productivité multifactorielle du secteur privé a été attribuable à la croissance de l'infrastructure publique.

Le capital public, c'est-à-dire les routes, les ponts ainsi que les réseaux d'évacuation et d'épuration des eaux usées du pays, constitue un apport essentiel à la production du secteur privé. Il permet de concentrer les ressources économiques et ouvre à la production et à l'emploi de meilleurs débouchés en étendue et en profondeur.

La contribution apportée par l'infrastructure publique à la croissance de la productivité n'a pas été constante au fil du temps. Elle a culminé au cours des années 1960 et au début des années 1970, ayant alors ajouté jusqu'à 0,4 point de pourcentage à la moyenne annuelle de la croissance de la productivité.

Dans les années 1980 et 1990, elle s'est établie à 0,1 point seulement en moyenne par année. La croissance plus faible du stock de capital public après 1980 s'explique par le fait que l'agrandissement du réseau routier partout au pays, qui a duré des décennies, a pris fin.

Les analystes qui étudient la croissance de la productivité ont depuis longtemps la difficile tâche de dire pourquoi la croissance a été bien supérieure avant 1980. C'est en grande partie que, durant la période antérieure à 1980, la croissance de l'infrastructure publique a été beaucoup plus élevée.

Dans le présent document de recherche, on s'appuie sur des recherches antérieures dans lesquelles on estimait le taux de rendement de l'infrastructure publique en considérant qu'il correspondait à l'effet sur les coûts du secteur privé. À l'aide de ces études, on a dégagé une valeur centrale du taux de 17 %. Le document de recherche a également permis de juger de la vigueur des résultats par rapport à d'autres estimations du taux de rendement. Pour y parvenir, on a utilisé diverses estimations de l'effet du capital public sur les coûts du secteur privé. Dans tous les cas, les

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur un document de recherche qui, à l'aide d'un cadre de comptabilité de croissance, traite de l'importance de l'investissement en infrastructure publique sur la croissance de la productivité dans le secteur privé.

Malgré l'importance de l'infrastructure publique, on dispose de peu d'estimations de son effet sur la croissance de la productivité. Le cadre généralement employé en analyse de la productivité vise seulement les entrées et les sorties du secteur des entreprises; on cherche ainsi à savoir de quelle façon augmente la production en fonction des facteurs.

Si le capital public est absent du cadre statistique d'estimation de la croissance de la productivité, c'est en raison de l'absence des données nécessaires à la prise en compte de l'infrastructure publique dans les calculs de mesure de la productivité, c'est-à-dire de renseignements sur l'importance du stock de capital public et d'estimations quantitatives de l'effet des investissements en infrastructure publique sur la production du secteur des entreprises.

Dans les études analytiques récentes «Le capital infrastructurel : sa nature, sa répartition et son importance», parue dans La revue canadienne de productivité (15-206-XIF2008016, gratuite), et «Un examen du rôle du capital public dans la production», parue dans la Série de documents de recherche sur l'analyse économique (11F0027MIF2008050, gratuite), on présente de nouvelles données, plus complètes, sur l'infrastructure publique ainsi que des estimations de l'effet de cette infrastructure sur la production du secteur des entreprises.

À l'aide de ces renseignements, le présent document de recherche offre, pour le secteur des entreprises, une nouvelle mesure de la productivité multifactorielle qui tient compte de l'effet de l'infrastructure publique.

Par **productivité multifactorielle**, on entend la mesure du rendement des facteurs de production que représentent le capital et le travail. La croissance de cet indicateur est souvent associée avec l'évolution technologique, les changements organisationnels ou les économies d'échelle.

résultats révèlent que le capital public a contribué de façon importante à la croissance de la productivité.

L'étude «L'effet de l'infrastructure publique sur les estimations de la productivité multifactorielle au Canada», qui fait partie de *La revue canadienne de productivité* (15-206-XWF2008021, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements sur l'infrastructure publique, consultez les études «Un examen du rôle du capital public dans la production», qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur l'analyse économique* (11F0027MIF2008050, gratuite), «Le capital infrastructurel : sa nature, sa répartition et son importance», qui figure dans *La revue canadienne de productivité* (15-206-XIF2008016, gratuite), ainsi que «L'infrastructure publique au Canada : où en sommes-nous?», parue dans la publication *Aperçus*

sur l'économie canadienne (11-624-MIF2003005, gratuite). Ces études sont accessibles à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse microéconomique. ■

Mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles

2007 (données révisées)

Les revenus en espèces des entreprises agricoles canadiennes ont augmenté pour se chiffrer à 9,0 milliards de dollars en 2007, en hausse de 1,4 milliard de dollars (+18,8 %) par rapport à 2006. La hausse des prix des céréales et des oléagineux a amplement compensé les augmentations des coûts d'exploitation. Entre-temps, de nombreux éleveurs ont été durement touchés par la baisse des prix, laquelle découlait de l'appréciation du dollar canadien, ainsi que par l'augmentation des coûts des aliments pour animaux. La reprise observée en 2007 fait suite à des baisses enregistrées en 2005 et en 2006. Il s'agit du niveau le plus élevé atteint depuis 2002.

Toutes les provinces ont enregistré des hausses des revenus en espèces, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Cet écart s'explique en grande partie par la vaste gamme de cultures et de bétail produits à l'échelle du Canada. Les revenus en espèces ont régressé dans la plupart des provinces de l'Atlantique, les producteurs ayant été confrontés à de fortes hausses des coûts d'exploitation et à des reculs des recettes liées aux pommes de terre, aux porcs et aux veaux.

Les liquidités dont disposaient les producteurs par le biais des emprunts ont crû en 2007, entraînant une augmentation nette de 1,7 milliard de dollars de la dette en cours. Il s'agit d'une 14^e augmentation annuelle consécutive de la dette en cours.

Le montant de liquidités disponibles pour les placements ou les retraits (les revenus en espèces plus la variation nette de la dette en cours) a augmenté de 14,9 % pour se situer à 10,7 milliards de dollars en 2007. Cette hausse fait suite à deux reculs annuels consécutifs.

Le ratio de la dette en cours par rapport aux revenus en espèces a diminué pour se situer à 5,2 en 2007, par rapport à 5,9 en 2006. Ce ratio indique le fardeau de la dette agricole sur les revenus en espèces agricoles. Le sommet de 6,0 a été atteint en 2003, et le creux record de 2,7 a été atteint en 1989.

Nota : Cette série n'englobe pas les données sur l'amortissement, lesquelles sont offertes dans la publication *Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement : statistiques économiques agricoles* (21-012-XWF, gratuite).

Les estimations des mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles et des autres données contenues dans la collection *Statistiques économiques*

agricoles ont été modifiées en fonction des données du Recensement de l'agriculture de 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0023.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5031.

La publication *Mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles : statistiques économiques agricoles*, janvier 2009, vol. 7, n° 2 (21-018-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Tous les sujets*, choisissez *Agriculture*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marie-Josée Robichaud au 613-951-7695 (marie-josée.robichaud@statcan.gc.ca), Division de l'agriculture. ■

Bilan du secteur agricole

31 décembre 2007 (données révisées)

Les capitaux propres du secteur agricole au Canada ont augmenté de 8,9 % en 2007 pour passer à 252,3 milliards de dollars, l'actif ayant crû plus rapidement que le passif. Toutes les provinces ont enregistré des hausses en 2007.

L'actif total des fermes a augmenté de 8,0 % par rapport à 2006, pour passer à 302,2 milliards de dollars en 2007. La valeur des immobilisations agricoles, qui représente deux tiers de l'actif agricole total, a principalement contribué à l'augmentation de l'actif en progressant de 8,8 % pour s'établir à 201,9 milliards de dollars. La valeur des quotas des exploitations, qui s'est accrue de 3,4 milliards de dollars en 2007, a également été un facteur déterminant. Les reculs liés au bétail et à la volaille ont été compensés par des augmentations de la valeur des stocks des cultures.

Le passif des fermes s'est accru de 3,8 % par rapport à 2006 pour atteindre 49,8 milliards de dollars. Le passif à court terme a augmenté de 2,8 %, et le passif à long terme a enregistré une hausse annuelle de 4,1 %. L'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick étaient les seules provinces à enregistrer une baisse du passif en 2007.

Les éléments d'actif et de passif compris dans le bilan du secteur agricole englobent ceux des entreprises agricoles et des propriétaires non exploitants (pour les immobilisations agricoles louées à des exploitants agricoles et les éléments de passif correspondants), mais ils excluent la partie personnelle des ménages

agricoles. Cette situation représente davantage les éléments d'actif et de passif utilisés dans la production de produits agricoles.

Le ratio d'endettement a poursuivi sa baisse pour se situer à 16,5 % en 2007. Il s'agit de son plus bas niveau observé depuis 1999. Ce ratio mesure la dépendance des entreprises agricoles envers le crédit.

Le ratio du fonds de roulement — l'actif à court terme divisé par le passif à court terme — a augmenté en 2007 pour s'établir à 2,268, comparativement à 2,088 en 2006. L'affaïssement des ratios enregistré depuis 2003 signifie que les exploitants du secteur de l'agriculture étaient moins en mesure de payer les dettes à court terme que durant les périodes précédentes.

Le ratio de couverture de l'intérêt évalue la capacité de payer les frais d'intérêt au moyen du revenu net produit (avant les intérêts et les taxes). Ce ratio a augmenté pour passer à 1,897 en 2007, comparativement au creux sans précédent de 1,549 enregistré en 2006.

Le rendement des capitaux propres a légèrement augmenté pour passer à 1,1 % en 2007. Cette hausse fait suite à deux reculs annuels consécutifs, y compris un creux sans précédent de 0,6 % atteint en 2006.

Nota : Les estimations du bilan du secteur agricole au 31 décembre et les autres données contenues dans la collection *Statistiques économiques agricoles* ont été modifiées en fonction des données du Recensement de l'agriculture de 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableau 002-0020.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5029.

La publication *Bilan du secteur agricole : statistiques économiques agricoles*, janvier 2009, vol. 7, n° 2 (21-016-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Tous les sujets*, choisissez *Agriculture*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marie-Josée Robichaud au 613-951-7695 (marie-josée.robichaud@statcan.gc.ca), Division de l'agriculture. ■

Nouveaux produits

La revue canadienne de productivité : «L'effet de l'infrastructure publique sur les estimations de la productivité multifactorielle au Canada», n° 21
Numéro au catalogue : 15-206-XWF2008021
(gratuit).

Bilan du secteur agricole : statistiques économiques agricoles, janvier 2009, vol. 7, n° 2
Numéro au catalogue : 21-016-XWF
(gratuit).

Mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles : statistiques économiques agricoles, janvier 2009, vol. 7, n° 2
Numéro au catalogue : 21-018-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

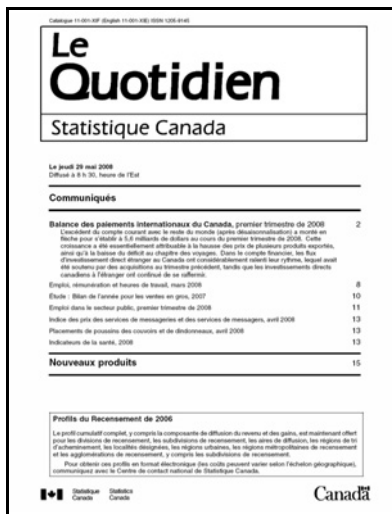
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.gc.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.gc.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.gc.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2009. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.